

IMMIGRATION

# Avancer en tâtonnant



La commission spéciale "immigration" sera-t-elle transformée en une commission permanente "intégration"? (photo: Christian Mosar)

Ça fait quelques mois maintenant que le parlement a entamé la préparation d'un débat sur l'immigration. Mais la commission spéciale patauge.

(rw) - Mai 2000: M. Juncker, premier ministre, signale dans sa déclaration sur l'état de la nation que la loi sur l'immigration doit être réformée. Septembre 2000: lors d'une séance de la commission juridique, M. Biltgen, Ministre du Travail, annonce son intention de mener un débat sur la politique de l'immigration. Mars 2001: sur initiative du groupe des Verts, la Chambre vote une résolution par laquelle elle s'engage à mener dans les meilleurs délais un tel débat. Juin 2001: une commission spéciale "immigration" est mise en place pour le préparer.

### Entre deux chaises

Depuis, plusieurs mois se sont de nouveau écoulés. Le nouvel organe n'a pas chômé: la commission a entendu des expert-es en démographie, divers ministres ainsi des représentant-es du patronat. Des entrevues avec les syndicats et les associations de soutien aux immigré-es auront lieu dans les prochaines semaines. Mais la commission n'a toujours pas défini clairement son mode de travail. Et pour cause: entre les deux chaises de la préparation du débat sur le développement durable et de la querelle sur le "Zukunftsdësch", elle risque de s'asseoir par terre.

Récapitulons l'état de ces deux dossiers. Le plan national pour un développement durable, déposé tout juste avant les élections par l'ancien gouvernement, est une autre parmi les "never ending stories" qu'écrit le parlement. Depuis des mois, la commission parlementaire de

l'environnement travaille sur ce sujet, dans le but de présenter un rapport qui devra être discuté en séance plénière avant la fin de l'année. Quant à l'idée du "Zukunftsdësch", lancée par le député "Déi Lénk" Bisdorff, elle avait été appuyée par tous les groupes politiques, avant que le premier ministre ne s'en mêle. La conception d'une table ronde réunissant non seulement la classe politique, mais aussi les représentant-es des forces vives de la nation, semble être de moins en moins appréciée, surtout depuis les résultats du "Rentendësch" avec ses compromis parfois douteux.

### Et la société civile?

Ce lundi, la commission "immigration" a essayé de se donner enfin une démarche, en analysant les papiers que les différents groupes politiques s'étaient engagés à préparer. Mais une fois de plus, on a tourné en rond. Si tout le monde est d'accord que le travail de la commission doit débiter avec une phase analytique, il y a moins d'unanimité sur les sujets à analyser. Le papier des Verts par exemple, à côté de sujets comme le travail, l'éducation, la démocratie ou la cohésion sociale dans l'optique d'une population croissante, avait également inclus la problématique de l'aménagement du territoire. Cette approche est soutenue par le groupe chrétien-social. Le groupe démocrate par contre se demande si ce n'est-ce pas un sujet à traiter plutôt dans le débat sur le développement durable. Le groupe socialiste

quant à lui veut se limiter aux questions de l'immigration proprement dite, donc de l'entrée de personnes en provenance de pays tiers, "et ne pas se lancer dans une vaste entreprise de prospective sur ce que sera le Luxembourg dans cinquante ans". Le groupe chrétien-social reconnaît bien que l'immigration non communautaire est la seule qu'on peut diriger, la libre circulation à l'intérieur de l'Union rendant difficile l'influence politique sur l'immigration des personnes résidant à l'intérieur de l'UE. Mais son président Weiler précise que "l'un est fonction de l'autre" et qu'il faut donc analyser le phénomène dans son ensemble, sans exclure par exemple la thématique des frontaliers.

Autre point à clarifier: qui doit être associé au débat sur l'immigration? Le parti socialiste est plutôt d'avis que le gouvernement devrait d'abord faire ses devoirs et présenter une stratégie, qui serait alors accompagnée d'un oeil critique par le parlement. Dans cet ordre d'idées, il plaide pour une transformation de la commission spéciale immigration en une commission permanente "intégration". En aucun cas, ce débat ne devrait être "confié à un nouvel organe extérieur à la Chambre". Mais le groupe socialiste est d'accord, comme d'ailleurs tous les autres, de prévoir une deuxième phase "publique" où les idées collectées par la commission seraient présentées aux "acteurs de la société civile", par exemple sous forme de hearings. Enfin, ce serait à la commission de tirer les conclusions et de formuler des recommandations au gouvernement.

### Pouvoir et savoir

Il y avait également un large consensus, lundi, sur deux autres points: le parlement est mal doté en outils scientifiques pour faire un travail d'analyse socio-économique, et le gouvernement ne semble pas être disposé à lui en fournir des bases solides. Il faut donc réfléchir sur la participation d'expert-es externes qui prendraient en charge cette tâche. Deuxième point: peut-être aurait-on mieux fait de suivre la voie allemande, pays où le gouvernement avait chargé une commission indépendante de lui fournir un "Zuwanderungsbericht". On aurait à la fois évité le reproche d'opérer en vase clos et ... délégué ce travail laborieux à d'autres.

Malgré un manque de clarté sur tant d'aspects, la commission a fixé un tas de nouvelles dates pour de nouvelles entrevues ... donnant ainsi l'impression d'être en train d'avancer, même si c'est en tâtonnant.

commentar

## Herbst 2001

Statt über Bomben auf Afghanistan zu debattieren, scheint den Abgeordneten die Ansprache des Grand-Duc wichtiger zu sein.

Vor der Abgeordnetenversammlung am letzten Dienstag, am Tag der Kammereröffnung durch den Großherzog selbst, erstmals seit 1877: Hinter den Absperrungen jede Menge Leute, davon wiederum zwei unabhängige Demonstrantengruppen: Die eine griff das Problem der unbefriedigenden Invalidenrenten auf zahlreichen Schildern auf, die andere forderte im Namen von déi Lénk auf einem riesigen Transparent eine gerechte Welt und stellte sich gegen Terror und Krieg. Die Polizei war trotz internationaler Sicherheitshysterie nicht zu sehen.

Bedenklicher Herbst 2001. Über ein Jahrhundert blieb die Unabhängigkeit der Politik gegenüber dem nicht gewählten Staatsoberhaupt zumindest symbolisch gewahrt, indem der Staatsminister die verfassungsmäßigen Rechte des Großherzogs zur Kammereröffnung delegiert bekam. Würde die Verfassung "à la lettre" angewendet, wären die Minister nur Beamte des Großherzogs und der Kammer keine Rechenschaft schuldig. Die Initiative kam von den Kammerfraktionen. Aber es war der Großherzog, der die Tätigkeit der Abgeordneten als Vertreter des Volkes in den Mittelpunkt seiner Rede stellte und auch ankündigte, dass er künftig nur nach Wahlen das Parlament eröffnen wolle. Und damit eigentlich ziemlich staatsmännisch die stets auf barocken Pomp bedachte "Conférence des Présidents" an ihre eigentliche Aufgabe erinnerte.

Doch wie ernst nimmt das Parlament seine Pflicht? Vom Tisch gewischt wurde von der gleichen "Conférence des Présidents" der Vorschlag von Aloyse Bisdorff (déi Lénk), diese Woche eine Kammerdebatte über die Konsequenzen aus den terroristischen Anschlägen in den USA zu führen. Als dieser am Dienstag eine Tagesordnungsänderung für Mittwoch wollte - ein Tag an dem ohnehin nur vergleichsweise Banalitäten zur Diskussion standen - fand er keinerlei Unterstützung. Dabei waren soeben Bomben auf Afghanistan gefallen, und die ganze Welt redete von nichts anderem.

In Luxemburg dagegen direktübertragener Staatspomp, aber keine demokratische Debatte über Ereignisse, die die Welt bewegen. Ist dies das Bild, das die Parteienvertreter von der parlamentarischen Demokratie hierzulande übermitteln wollen?

Serge Urbany ist Mitglied von déi Lénk.

Endiguer, contrôler, planifier? Un dossier sur l'immigration, au Luxembourg et ailleurs.

### Grand-Ducailleries



Nouvelle apparition publique du Grand-Duc lors de l'ouverture de la session de la Chambre des Député-es. Tout le pays semble en émoi. Cet engouement pour la monarchie demeure mystérieux, voire suspect, pour l'équipe du woxx. Qui va assister à cet incident lourdement solennel, à l'occasion duquel même des députés d'un parti vert, traditionnellement opposés à ces farces et attrapes royalistes, vont se présenter dans leurs plus beaux plumages? Un volontaire? Une volontaire? - Je dois aller à une conférence de presse. - J'ai prévu un séjour au Portugal. - Moi, je pars en Chine. X avait l'excuse la moins efficace: - Je vais manifester contre la guerre. La manif ayant été organisée devant la Chambre, la rédactrice s'est finalement retrouvée entre touristes respectueux-euses et royalistes gâteux-euses, venu-e-s admirer notre grand-ducalité en personne. Et l'opposition à la terreur se trouvait reléguée derrière les balustrades afin de ne surtout pas salir le tapis rouge.



**woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire**, früher: **GréngeSpoun** - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** GréngeSpoun soc. coop. • **Redaktion:** Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Robert Garcia (robert.garcia@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Germain Kerschen (germain.kerschen@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Ines Kurschat (ines.kurschat@woxx.lu), Muriel Prieur (muriel.prieur@woxx.lu), Bibine Schulze (bibine.schulze@woxx.lu), Armand Turpel (armand.turpel@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber (daniele.weber@woxx.lu) • **Karikaturen:** Guy W. Stoos • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Monique Ludovicy • **Bürozeiten:** Mo - Fr 9 bis 12 und 13 bis 16 Uhr. Unterzeichnete Artikel geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • **Druck:** Imprimerie COPE, Luxembourg • **Einzelpreis:** 60,- LUF / 1,49 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 2.400,- LUF (Ausland zzgl. 900,- LUF); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 1.000 LUF. • **Postscheckkonto:** CCPL 102654-28 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abo"; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Espace Régie Luxembourg s.a.- Tel.: 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • **Recherchefonds:** Spenden zur Unterstützung des weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL 24495-51 der "Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • **Post-Anschrift:** woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, Av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-mail:** [woxx@woxx.lu](mailto:woxx@woxx.lu) • **Site:** [www.woxx.lu](http://www.woxx.lu) • **Tel.:** (00-352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79